



Droit et politique de la nationalité en France

depuis les années 60

*De la Communauté française
à la Communauté européenne*

Nantes
28 et 29 novembre 1991

ÉDISUD

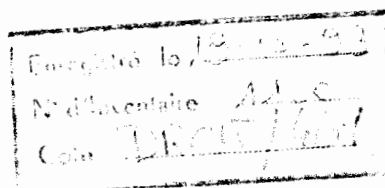


TABLE DES MATIÈRES

Ouverture des travaux	7
Gérard Moreau, <i>directeur de la Population et des Migrations au ministère des Affaires sociales et de l'Intégration</i>	7
Première demi-journée : La construction du droit de la nationalité.	11
Les fondements du droit de la nationalité : permanences et évolutions	15
Christian Roehrich, <i>directeur des Affaires civiles et du Sceau au ministère de la Justice</i>	
L'appréciation juridique des demandes de naturalisation : les critères de recevabilité.	23
Gilbert Anton, <i>président du tribunal administratif de Nantes</i>	
Le pouvoir discrétionnaire. La motivation des décisions. . .	39
Jean Massot, <i>conseiller d'État, président de sous-section à la Section du contentieux</i>	
Débats de la première demi-journée	43
Deuxième demi-journée : Les dimensions démographiques et sociales de la politique de la nationalité.	57
Étrangers et Français par acquisition au recensement de 1990. Les changements intervenus depuis 1968	61
Jean-Claude Labat, <i>chef-adjoint du Département de la démographie à l'Institut national de la statistique et des études économiques</i>	

La politique de la nationalité dans les chiffres: trente ans d'histoire de la pratique (1960-1989)	70
<i>André-Clément Decouflé, chargé de mission à la Direction de la population et des migrations</i>	
Appartenance d'origine et choix de nationalité: comportements et motivations des demandeurs	107
<i>Jacqueline Costa-Lascoux, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique</i>	
Débats de la deuxième demi-journée	109
Troisième demi-journée: Les pratiques et les procédures	117
Les procédures existantes: intérêt et limites des simplifications possibles	121
<i>Bernard Hagelsteen, directeur de la Police générale à la Préfecture de police</i>	
Les délais: le temps de la décision	127
<i>Hervé Bréhier, Sous-Directeur des naturalisations</i>	
La procédure de naturalisation est-elle adaptée? Questions aux acteurs de la politique de la nationalité	139
<i>Patrick Weil, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques</i>	
Débats de la troisième demi-journée	143
Quatrième demi-journée: Politiques comparées de la nationalité et construction européenne	153
Table ronde sous la présidence de Marceau Long, <i>vice-président du Conseil d'État</i>	155
Une notion incertaine: la citoyenneté européenne	157
<i>Sami Naïr, professeur à l'université de Paris VIII</i>	
Les caractères originaux de la politique de la nationalité au Royaume-Uni	167
<i>Catherine Neveu, chercheur associé au Center for Research in Ethnic Relations, université de Warwick</i>	

Les tendances actuelles de l'évolution des droits de la nationalité en Europe.	177
Paul Lagarde, <i>professeur à l'université de Paris I</i>	
Construction de la nation et politique de la nationalité dans l'Allemagne d'aujourd'hui.	181
Anne-Marie Le Gloannec, <i>chargée de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques</i>	
Les pratiques : brèves remarques sur leur état actuel et leurs évolutions possibles	187
Jean Massot, <i>conseiller d'État</i>	
Avant Maastricht : les discussions actuelles sur les problèmes de nationalité en Europe	189
Gérard Moreau, <i>directeur de la Population et des Migrations</i>	
La nation française et la construction européenne	193
Dominique Schnapper, <i>directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales</i>	
Débats de la table ronde	199
Synthèse des débats	207
Marceau Long, <i>vice-président du Conseil d'État</i>	
Allocution de clôture	211
Jean-Louis Bianco, <i>ministre des Affaires sociales et de l'Intégration</i>	
Table alphabétique des matières	219